

Dans ce contexte, la question n'est pas seulement celle de l'offre, mais de son adéquation aux réalités locales tant en matière de couverture que de services. Cela suppose notamment de prendre en compte des caractéristiques structurantes comme des revenus irréguliers ou saisonniers, nécessitant des modèles plus flexibles et adaptés.

L'enjeu est l'inclusion assurantielle en concevant des offres adaptées à des populations encore non couvertes et en combinant couverture et services. L'assurance agricole indicielle en est une illustration, tout comme la micro-assurance santé, levier structurant dans un contexte d'extension de la couverture.

Sur le plan des services, la transformation est déjà à l'œuvre : orientation vers des professionnels de santé, mise en place du tiers payant, actions de prévention, notamment campagnes de dépistage, et accompagnement dans le parcours de soin.

Ces démarches s'étendent également aux TPE, à travers des dispositifs de prévention ciblés : sensibilisation aux risques, accompagnement en matière de sécurité et diffusion de bonnes pratiques.

Elle se traduit par une amélioration de l'expérience d'indemnisation, avec des délais raccourcis, des processus simplifiés et, dans certains cas, des mécanismes automatisés, notamment via l'assurance paramétrique. Cette évolution s'appuie également sur des infrastructures sectorielles (recours inter-compagnies, attestations digitales, centrale des risques), qui fluidifient les sinistres, diminuent l'impact de la fraude et renforcent la confiance.

L'orchestration des écosystèmes est un levier clé de croissance. Elle repose sur une articulation étroite entre les régulateurs, via des cadres adaptés et des dispositifs d'expérimentation; les États, notamment sur les enjeux de santé et de risques climatiques, dont la couverture dépasse les capacités des seuls assureurs ; les institutions de microfinance, au plus près des usages et disposant d'une connaissance fine de leur clientèle, pouvant contribuer à l'innovation produit et distribution ; les opérateurs télécoms, pour la distribution ; et les assureurs, pour la conception et la gestion des risques. Dans ce cadre, la mise en place de mécanismes collectifs (partage de données, partenariats public-privé) apparaît comme un levier clé pour mieux maîtriser et répartir le risque, et rendre assurables des segments aujourd'hui difficiles à couvrir.

L'assurance en Afrique est à un tournant. Les acteurs qui sauront en lire les spécificités construiront les modèles d'un marché parmi les plus dynamiques à venir, en ouvrant une voie qui lui est propre.

